

Et si le scandale MacKinsey c'était la perte de Macron ?

écrit par Christine Tasin | 16 février 2022



Le contribuable paye les salaires des ministres, du président, de leurs innombrables conseillers, mais ils font faire le

boulot par des cabinets de conseil et ils en aiment particulièrement un, Mac Kinsey !!! Contribuable paye 2 fois... Mackinsey un rapport avec l'accord du conseil constitutionnel pour le pass sanitaire et vaccinal ? Ce n'est pas interdit par la loi ?

Il y a aujourd'hui un référé demandé par l'un des concurrents de Mac Kinsey qui s'estime lésé et qui attaque l'Etat français qui a attribué à Mac Kinsey un marché de 12 millions d'honoraires censé lui permettre de dégager 200 millions d'euros d'économies dans les achats de 484 opérateurs de l'Etat (l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), l'agence des participations de l'État (APE), l'Agence française de développement (AFD)...

L'appel d'offre visait globalement un milliard d'euros d'économie minimum d'ici 2022 sur total de 24 milliards de dépenses achats, quinze milliards provenant des onze ministères et services en région, le reste venant des opérateurs.

TNP reproche une préférence accordée au géant américain du fait d'une implication déjà croissante de **McKinsey** dans les affaires de l'État et plaide pour une préférence nationale.

<https://www.consultor.fr/articles/reduction-de-couts-l-etat-au-tribunal-mardi-16-fevrier-pour-avoir-retenu-mckinsey>

Le dossier de la députée Les Républicains de l'Orne Véronique Louwagie est aussi très dense et accablant...

« Il y a quelques semaines de cela, la presse a rendu compte de commandes passées par le ministère des Solidarités et de la Santé en faveur de plusieurs cabinets de conseil pour l'accompagner dans la gestion de la crise sanitaire. Le recours à quatre cabinets a été évoqué pour un montant non déterminé et un coût de deux millions d'euros a été évoqué par la presse au titre de la sollicitation d'un de ces cabinets. Le ministère des Solidarités et de la Santé n'a pas publié

d'autres informations sur ce sujet et a simplement déclaré que l'appui de ces cabinets se limitait à un accompagnement technique sans pouvoir décisionnel. [...] J'ai souhaité en savoir plus sur ces contrats, sur leur contenu, sur leur coût, sur leur date de signature et sur leurs modalités de passation. »

oCes missions sont majoritairement courtes : vingt-cinq commandes sur vingt-huit sont d'une durée inférieure ou égale à trois mois.

« dix-huit achats d'un montant supérieur à 40 000 euros HT ont été effectués sans publicité ni mise en concurrence préalable en raison des circonstances et en prenant appui sur la notion d'urgence inscrite dans le Code de la commande publique ».

Et de tancer un recours tous azimuts ces derniers mois jugé passablement excessif : « Vingt-huit commandes en dix mois, cela fait plus d'une commande toutes les deux semaines. 11,35 millions d'euros de commandes en dix mois cela fait plus d'un million d'euros de conseils par mois, plus de 250 000 euros de conseil par semaine et près de 50 000 euros de conseil par jour ouvré. Certes, quand on rapporte ce montant au coût global de la crise, c'est une goutte d'eau. Mais cette goutte d'eau financière témoigne à mon sens d'un défaut d'organisation et d'une perte de savoir-faire. Quand le ministère de l'Intérieur fait face à une crise majeure, fait-il appel à sept cabinets de conseil pour faire face aux évènements ? Je ne crois pas. Quand le ministère des Armées fait face à une situation de crise, commande-t-il vingt-huit prestations à des cabinets de conseil ? Je n'en suis pas sûre. En revanche, quand le ministère des Solidarités et de la Santé fait face à une crise majeure, il éprouve le besoin d'être soutenu de tous côtés par des cabinets de conseil.»

La députée juge ainsi qu'un tel recours à des cabinets de conseil en management et en stratégie témoigne d'une perte de savoir-faire du ministère et interroge sur le rôle qu'y jouent

certaines cabinets par ricochets.

<https://www.consultor.fr/articles/covid-comment-le-ministere-d-e-la-sante-a-distribue-les-missions-de-conseil>

<https://lecourrier-du-soir.com/macron-dans-la-tourmente-letat-poursuivi-pour-avoir-offert-un-marche-de-12-millions-deuros-offerts-a-mckinsey/>